



DIALOGUE SOCIAL EUROPEEN DANS LE SECTEUR DU GAZ

100 % libres
...100 % vous !

Les salariés du secteur gazier européen méritent une transition juste, et non une désinvolture patronale

Avec l'arrêt des importations de gaz russe par gazoducs et la croissance de la production de gaz aux États-Unis, l'approvisionnement gazier européen fait de plus en plus appel au Gaz Naturel Liquéfié (GNL), donnant ainsi à la chaîne des infrastructures gazières françaises un rôle de plus en plus important dans la sécurité des approvisionnements énergétiques de l'Europe.

Cette évolution des flux gaziers est d'autant plus structurante que la Commission européenne, à rebours de 30 années de primauté aveugle donnée aux marchés de court-terme, envisage désormais de laisser une plus grande place aux contrats de long terme dans l'architecture gazière européenne.

Dans le même temps, les exigences de souveraineté énergétique conduisent à l'accélération, partout en Europe, du développement des gaz renouvelables et bas carbone, y compris d'hydrogène. Ce développement, couplé au déploiement des solutions de capture et d'utilisation du gaz carbonique, offre ainsi au secteur gazier européen les clefs de la décarbonation gazière.

Par conséquent, la CFE Énergies est convaincue que le secteur gazier européen et ses salariés constituent un atout pour l'avenir énergétique de l'Europe. Il est donc essentiel d'anticiper et d'accompagner les importantes évolutions du secteur gazier qu'implique cette transition énergétique.

C'est dans cette perspective que la CFE Énergies s'est engagée avec détermination dans le dialogue social européen dédié au secteur du gaz, avec l'objectif d'aboutir à un accord qui donnerait un cadre minimal aux évolutions du secteur gazier européen et offrirait aux salariés gaziers une transition juste mobilisatrice. Ce cadre social commun devait permettre d'offrir à tous les salariés européens des perspectives professionnelles et des orientations de carrières, notamment dans les filières des gaz renouvelables et bas carbone, de l'hydrogène, du captage et usages du CO₂ ou des carburants de synthèse.

Alors que les négociateurs mandatés par les partenaires sociaux avaient réussi à construire un ambitieux accord de transition juste, les employeurs gaziers européens, réunis au sein d'Eurogas, ont finalement, après de longs mois de tergiversations, fait volte-face et refusé de s'engager. Ils ont donc mis à mal la loyauté qui est la condition sine qua non de toute négociation.

Face à tant de désinvolture patronale, la CFE Énergies appelle les entreprises gazières françaises, qui sont des membres historiques d'Eurogas, à s'engager sans retenue pour reprendre cet accord de transition juste que méritent les salariés de l'industrie gazière européenne.

Ces entreprises gazières françaises feraient ainsi la preuve que leurs engagements en matière de Responsabilité Sociale (RSE) sont autre chose que de simples artéfacts guidés par le greenwashing et qu'affectionnent les pétroliers. Elles démontreraient aussi, par leurs actes, que la promesse de devenir « la meilleure *utility* de la transition énergétique » s'adresse aussi aux salariés, et pas uniquement aux marchés financiers !